

Les migrations saisonnières chez les Mafas, montagnards du Nord-Cameroun : une solution au surpeuplement et un frein à l'émigration définitive

Olivier IYEBI-MANDJEK*

Les Mafas ou Matakams forment un groupe ethnique relativement homogène, dont l'aire d'extension couvre les trois quarts du département du Mayo Tsanaga. Ils habitent les plateaux, les piémonts et les massifs les plus enclavés et les plus élevés des monts Mandara et se répartissent entre cinq cantons (Matakam-Sud dans l'arrondissement de Mokolo, Koza, Gaboua, Moskota, et Mozogo dans l'arrondissement de Koza). On leur associe généralement, les Minéos, les Mabas, les Hides qui leur sont apparentés, et les Tchouvoks au contact avec les Mofous.

Les Mafas vivent dans un milieu très densément peuplé. On peut compter plus de 400 habitants au kilomètre carré sur certains massifs. La notion de surpeuplement a été évoquée à ce sujet. Elle se mesure par les fortes densités, la présence de paysans sans terre (les *kéda*), et les difficultés pour les populations de lutter de manière efficace contre les périodes de famine et, surtout, de répondre aux sollicitations de l'économie d'échange.

La forte augmentation de la population depuis les années soixante¹, l'aspiration à l'amélioration du niveau de vie, qui se manifeste dans la satisfaction de besoins nouveaux, ont aggravé les conditions d'existence dans la montagne et ont poussé les différents acteurs à envisager des solutions à cette pression démographique, dont la

* *Géographe, Institut national de cartographie, département de Recherches géographiques, antenne MRST/Orstom, BP 406, Maroua, Cameroun.*

¹ L'évaluation de cette croissance ne peut être qu'une estimation, car non seulement il y a eu très peu de recensements mais, dans les parties les plus enclavées des massifs, la difficulté d'accès a rendu les résultats aléatoires.

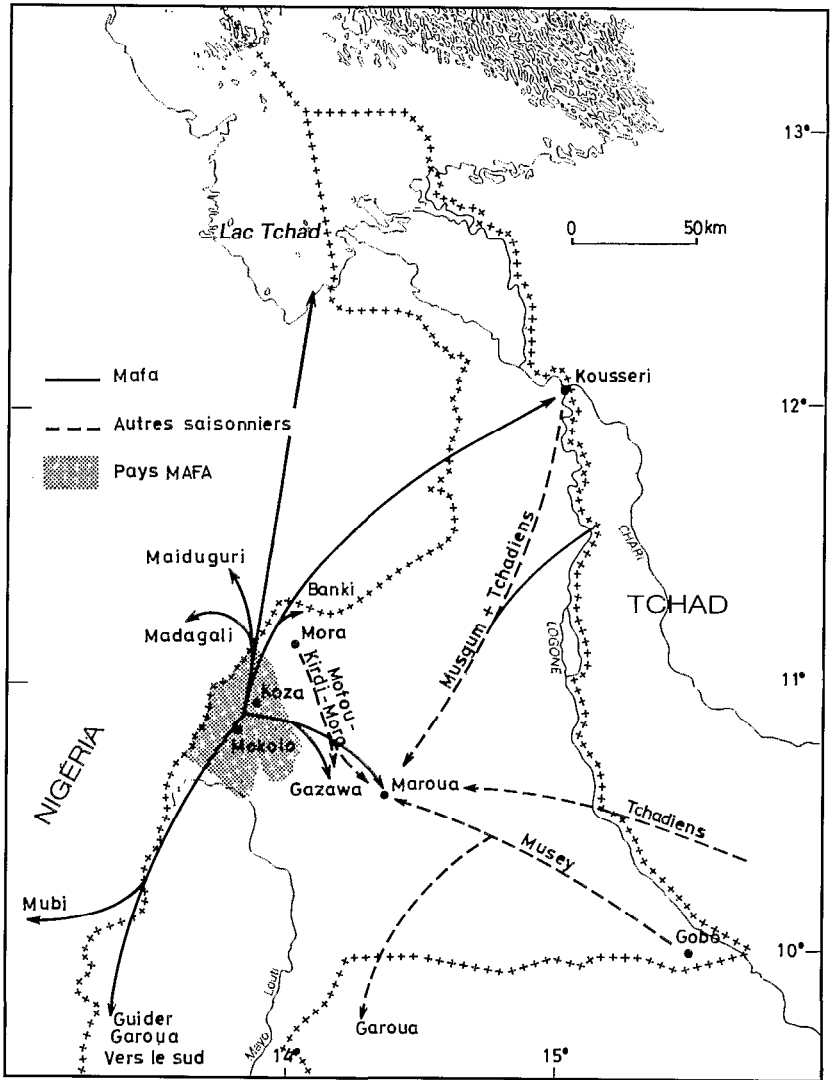


FIG 1. — Situation du pays mafa.

conscience s'exacerbait. Parmi celles-ci, l'utilisation des villes comme espace complémentaire à l'économie de la montagne tend à se généraliser.

DES MONTAGNES DE PLUS EN PLUS SURPEUPLÉES

La surpopulation, ou inflation démographique, se manifeste chez les Mafas d'abord par une population de plus en plus nombreuse dans un espace fini, par un manque de terre et par une production insuffisante à nourrir les habitants (surpopulation physique). Elle peut aussi se lire dans la volonté de changements d'une partie de plus en plus importante de la population (surpopulation psychologique).

Un milieu difficile, contraignant et de plus en plus saturé

En 1967, le pays mafa comptait 108 757 habitants. Vingt ans plus tard, la population a plus que doublé, passant à 230 255 habitants en 1987. Dans le même temps, les densités sont passées de 71 à 150 habitants au kilomètre carré. Ces valeurs moyennes sont quelque peu sous-estimées, étant donné les défaillances signalées dans la collecte des données. Elles cachent mal des disparités dans le peuplement des montagnes. Le canton de Koza, pour les mêmes périodes, a des densités qui sont passées de 117 à 270 habitants au kilomètre carré, celui de Matakam-Sud, de 65 à 147 habitants au kilomètre carré et celui de Mozogo de 49 à 88 habitants au kilomètre carré. Partout, les densités ont rapidement progressé pendant la première décennie². Toutefois, la charge est inégalement répartie à l'intérieur des cantons mais, en règle générale, les parties les plus inaccessibles sont les plus densément peuplées.

L'accumulation rapide de la population dans un espace aux possibilités de plus en plus limitées s'explique par des taux de natalité importants, par la baisse relative et progressive des taux de mortalité et par une sensible amélioration des conditions de vie. Très peu d'études permettent de suivre la dynamique de la population mafa depuis les années soixante. Les valeurs relevées à cette époque donnaient un taux d'accroissement de 2 % (PODLEWSKI, 1966 : 107), qui doit être révisé à la hausse vu que le niveau de la population actuelle dépasse largement les prévisions faites en 1960, même en tenant compte de la sous-estimation de la population initiale. Celle-ci devait doubler

² Ceci est vraisemblablement dû à une meilleure couverture dans la collecte des données démographiques.

en trente-cinq ans, or il lui en a fallu moins de vingt. La pression démographique grandissante pose, avec acuité, le problème de l'ajustement aux ressources et celui de l'insertion de la société mafa dans l'économie marchande.

Une agriculture savante mais peu génératrice de numéraire

Les Mafas ont su aménager ce milieu difficile en y pratiquant une agriculture savante, aux méthodes voisines du jardinage. Un des aspects les plus spectaculaires en est la maîtrise de l'eau et des sols par un système de terrasses et de drains. Ils produisent essentiellement des sorghos et du mil pénicillaire, mais aussi des arachides sur le piémont, du voandzou (*Voandzea sutteranea*) et de l'éleusine. Dans les massifs les plus enclavés, on trouve du taro (*Colocassia esculentus*) et du macabo (*Xanthosoma sagittifolia*), dans les endroits les plus humides. Autour des cases, le tabac, une des rares productions commercialisables, fait l'objet d'une attention particulière.

Les rendements sont suffisamment élevés pour que la production assure l'alimentation du groupe. Ceux du sorgho, plus importants que ceux du mil pénicillaire, varient en fonction des lieux et du degré d'ouverture de l'économie. Ils sont évalués à 800 kilos par hectare, en moyenne, pour le sorgho et 500 kilos par hectare pour le petit mil.

Malgré de remarquables performances, l'agriculture mafa suffit à peine aux besoins alimentaires et aux surplus nécessaires à la vie sociale. Elle s'est montrée incapable de lutter contre les famines et, surtout, de procurer, partout, un surplus commercialisable.

Pendant les invasions acridiennes successives des années trente, les famines consécutives auraient tué plus de 1 500 personnes (BEAUVILAIN, 1989 : 506). La plupart des familles ont ainsi abandonné des enfants aux Foulbés et aux Mandaras des plaines contre un peu de mil. Ce délestage forcé a été compris par les Mafas comme un acte de sauvetage (car les enfants ainsi abandonnés étaient bien nourris par leurs hôtes) et a constitué une base de relations qui se révélera fort utile ultérieurement.

L'ouverture aux échanges extérieurs ou le début de la surpopulation psychologique

Les Mafas sont tardivement entrés en contact avec le monde extérieur, ce qui explique en partie la faible monétarisation de leur économie.

Pendant les premières années de la colonisation, la méconnaissance de leur volonté farouche d'indépendance et leur rattachement administratif aux cantons musulmans de la plaine ont entretenu une insécurité permanente dans la région. La paix est revenue dans les années quarante, quand l'administration militaire a cédé la place aux civils, mieux disposés à l'égard des populations non musulmanes.

À l'Indépendance, le nouvel État apprécie le retard des montagnards et se met en devoir de le résorber. Des infrastructures scolaires, routières et économiques sont créées et renforcées, donnant une possibilité d'ouverture aux montagnards. Elles sont implantées dans les piémonts et en plaine, au détriment des massifs enclavés. Les Mafas qui y habitent rechignent à descendre en plaine pour en bénéficier (GUBRY, 1988 : 15). L'utilisation des écoles et des dispensaires, la fréquentation des marchés ont posé quelques problèmes d'adaptation. Chaque fois qu'un montagnard se trouvait au marché, son allure mal assurée le désignait aux railleries des autres populations et aux vexations des forces de l'ordre. Par ailleurs, le « développement officiel » étant avant tout une question d'apparence, un des premiers actes en leur faveur a été de les contraindre à quitter leurs vêtements traditionnels faits de peaux de chèvres sommairement tannées et de cache-sexe en laiton, pour adopter le tissu (MARTIN, 1970 : 45)³.

Les relations avec l'extérieur et les mesures prises par l'administration créent des besoins nouveaux dont la satisfaction nécessite l'acquisition de l'argent. Or, les populations mafas ne peuvent vendre que quelques têtes de petit bétail, de la volaille et du tabac. L'ouverture de l'économie et le désir conséquent des Mafas d'améliorer leur niveau de vie ont eu le même effet qu'une brusque augmentation de la population. Les populations sollicitées par les besoins nouveaux ont pris conscience des limites et de l'exiguïté de leurs ressources. Cette situation a poussé l'administration à encourager leur descente, et celle des autres montagnards, dans des plaines moins peuplées.

³ On se souvient encore de cette conversion forcée au modernisme chez certains montagnards, chez les Mofous en l'occurrence, où les populations étaient pourchassées le jour de marché parce que certains individus étaient nus. On avait disposé dans chaque lieu de marché un arbre aux vêtements, où les femmes prélevaient des soutiens-gorge et les hommes des slips avant d'entrer au marché. Au moment des départs, ils étaient tenus de remettre les biens ainsi empruntés.

LE DESSERREMENT DES POPULATIONS ET L'AMORCE DES MIGRATIONS

**L'émigration définitive vers les zones rurales
ou les limites de la politique gouvernementale**

Les grandes famines des années trente ont amorcé les départs définitifs de la montagne. Les familles descendues de la montagne pour bénéficier de l'aide alimentaire ont eu des comportements différents quant à leur retour. Certaines se sont installées dans les piémonts, d'autres sont remontées dans les massifs. Parmi celles-ci, certaines encore ont gardé temporairement une double résidence, comme si elles voulaient s'habituer à la plaine avant de s'y installer définitivement (BEAUVILAIN, 1989 : 506). Ces installations spontanées ont constitué une filière utile aux migrations ultérieures. À partir des années trente, on compte de plus en plus de Mafas dans la plaine de Koza-Mora. La progression de la population du canton de Kérawa rend compte de cette évolution irréversible. En 1938, ce canton comptait 256 Mafas. Ce chiffre est passé à 374 en 1940 et à 627 en 1943 ; il représente alors 17,5 % de la population du canton (BEAUVILAIN, 1989 : 507). Ces statistiques montrent la rapidité du phénomène de desserrement des montagnes mafas et consacrent la réussite momentanée de cette politique.

La descente volontaire, consécutive à la grande famine, montre en filigrane le désarroi de populations qu'un manque d'espace maintient à la merci d'une mauvaise récolte. Cette descente a été accentuée par la volonté des pouvoirs publics d'utiliser la plaine comme un déversoir du trop-plein montagnard, pour un meilleur encadrement des populations et surtout pour favoriser la production des cultures récemment introduites, en l'occurrence, le coton et l'arachide. Cette volonté s'est concrétisée par la mise en place, en 1954, d'un « casier de colonisation » dans la plaine de Koza. La position de cette unité, à proximité des montagnes en a fait un succès. À partir de 1960, l'administration camerounaise accélère le processus de colonisation des plaines par les montagnards et lui donne un caractère plus ou moins forcé. La fébrilité et la brutalité avec lesquelles elle mène ce combat n'a de justification que dans la volonté d'accélérer la production des cultures de rente dont elle a besoin pour ses finances.

Cette politique a vite montré ses limites, car les Mafas ont rapidement saturé les piémonts proches et ont répugné à s'éloigner de leurs massifs. Par ailleurs, la plaine bien que moins densément peuplée, est le domaine des Mandaras qui n'entendent pas s'en dessaisir. Les Mafas qui y sont allés se sont très vite trouvés confrontés à la difficulté d'accès à la terre. Les Mandaras leur louent quelques parcelles moyennant un prix très élevé. Les taux de location, auxquels

se superposent des redevances coutumières⁴, n'obéissent à aucune règle définie (BOUTRAIS, 1976 : 7). Les fermages sont valables un an et leur renouvellement est très souvent aléatoire. Les propriétaires attendent fréquemment la dernière minute pour les renouveler, faisant ainsi monter les enchères. La conséquence de cette insécurité transparaît, chez les Mafas, dans un comportement de paysans sans terre, obligés de vendre leur force de travail pour subvenir à leurs besoins. Le changement de ce statut passe par l'islamisation, seule voie pour un accès sûr à la terre et pour prétendre, par conséquent, à une certaine aisance matérielle.

La deuxième phase de cette politique a consisté à encadrer les migrations sur de longues distances. Ces déplacements intéressent des populations qui ont déjà opéré une première migration vers la plaine et qui se trouvent confrontées aux problèmes évoqués plus haut. Les résultats en sont assez mitigés du fait d'un important contre-courant migratoire qui déstabilise la colonisation. La cause en est, pour le Nord-Est bénoué tout au moins, que les Mafas, mais aussi les autres montagnards, se sont aperçus que les conditions de vie dans les périmètres d'accueil sont marquées des mêmes carences que celles qu'ils voulaient fuir dans les plaines mandaras (IYEBI-MANDJEK et SEIGNOBOS, 1991). Il s'est avéré que pour les Mafas, *a priori* intéressés par les périmètres de colonisation du Nord-Est et du Sud-Est bénoué, la migration est le moyen d'accéder à une relative aisance matérielle. Elle leur permet la constitution d'un pécule dont l'utilisation dans la montagne permet de mener une vie plus aisée. Les différents problèmes rencontrés par les migrants mafas hors de chez eux servent de prétexte à ceux qui restent dans la montagne pour s'enraciner davantage, en dépit des difficultés qu'ils y rencontrent. Cela pourrait justifier la préférence d'une partie de la population montagnarde pour les déplacements saisonniers.

Les migrations saisonnières ou l'alternative paysanne

Les populations ont également mis au point des stratégies qui permettent d'accéder au numéraire tout en restant dans la montagne. Elles sont de deux ordres, selon qu'elles concernent des personnes âgées de plus de 35 ans ou des adolescents et jeunes adultes. Dans le premier cas, la tendance est à la location de parcelles dans la plaine ou sur le plateau environnant pour la production des cultures commerciales, arachides et coton notamment. Dans le second cas,

⁴ Pour les musulmans, seule la redevance est requise pour prix d'un fermage. Sa valeur est prédéfinie par le Coran et équivaut à un dixième de la récolte.

les stratégies tournent autour des migrations saisonnières et interviennent, en grande partie, dans les vides du calendrier agricole. Elles consistent à aller dans les campagnes et les villes de la région, des environs immédiats ou des pays voisins, vendre la force de travail. Ces déplacements sont signalés depuis longtemps et sont toujours dirigés vers des implantations musulmanes. Leur durée est variable. Elle va de quelques semaines à quatre à six mois, ou plus. Au début des années soixante, les absences ne dépassaient pas quinze jours à trois semaines. Depuis la sécheresse des années soixante-dix, elles se sont prolongées et leur amplitude a augmenté. Par ailleurs la différence, fondée sur la durée, entre les migrations saisonnières et temporaires n'est pas aussi nette, car les deux procèdent de la même logique. Un migrant ne sait jamais au départ, pour combien de temps il sera absent. Cela dépend de l'intérêt du travail qu'il trouvera. Par conséquent, il est logique d'inclure dans les migrations saisonnières des migrants qui sont partis pour une durée de un an.

Des zones d'accueil diversifiées et des salaires fluctuants

Les migrations saisonnières sont dirigées vers les campagnes et vers les villes du Cameroun et du Nigeria. Elles sont difficiles à quantifier et il est pratiquement impossible de déterminer la proportion de ceux qui travaillent dans les villes et de ceux qui sont dans les campagnes. Des enquêtes à travers les villages du pays mafa donnent des indications sur l'importance des départs. Elles montrent que de très nombreux montagnards sont allés travailler hors de leur massif. Toutefois, parmi ceux-ci, la proportion des personnes nées avant 1940 est très faible. Sur les plateaux ainsi que chez les Mafas de la région de Moskota et plus au nord, la migration s'est amorcée récemment en réponse à la grande sécheresse des années soixante-dix. Un chef de famille sur six déclare se déplacer régulièrement dans le cadre du travail saisonnier. Cette enquête par chef de famille sous-estime le phénomène dans la mesure où elle ne tient pas compte des enfants qui sont de plus en plus impliqués dans ce processus.

La proportion des villages qui préfèrent les zones d'accueil du Nigeria à celles du Cameroun n'est pas non plus facile à dégager, du fait de la nature même des déplacements. Il apparaît, cependant, que les massifs les plus enclavés (Ziver, Oupay, Montskar, Tourou), mais aussi Moskota, sont plutôt attirés par le Nigeria. Le plateau et le versant oriental des montagnes mafas, en l'occurrence Djinglya et une partie de la plaine de Koza, sont plutôt tournés vers des zones d'accueil camerounaises. On note une certaine corrélation entre la scolarisation et la préférence des zones d'accueil camerounaises, d'une part, et des villes d'autre part. En dehors du phénomène de

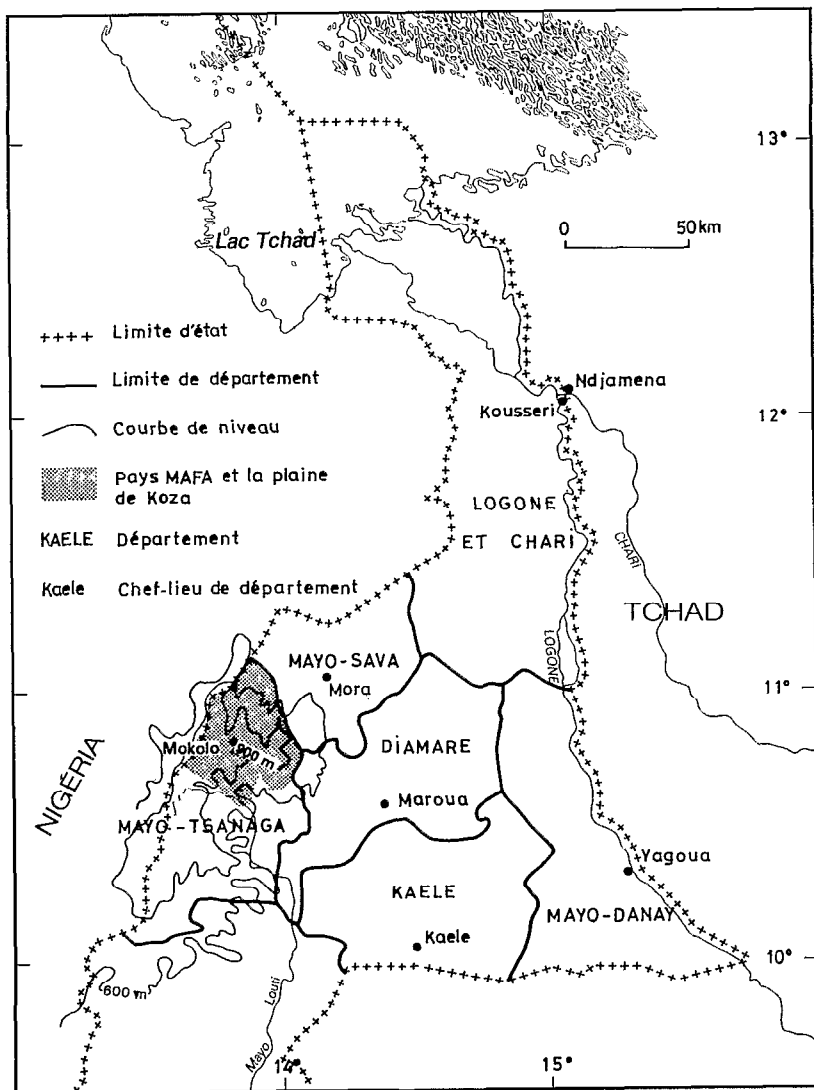


FIG 2. — Principaux itinéraires des migrants saisonniers mafas.

proximité, le choix du Nigeria se justifie souvent par des tracasseries administratives moindres. La fréquence des rafles dans les villes, pour des raisons de sécurité, a privilégié les zones d'accueil rurales pendant longtemps.

Des zones d'accueil rurales saturées

En territoire nigérian, les migrations vers les zones rurales sont dirigées vers les champs de sorgho sous pluie, de sorgho repiqué (*muskuwaari*) et de canne à sucre. Les salaires se calculent quotidiennement ou à la tâche. En règle générale, la semaine de travail est payée 30 à 45 nairas et les gains n'excèdent pas 110 nairas pour un séjour de trente jours.

Depuis la sécheresse des années soixante-dix, les Mafas de la région de Moskota ont ouvert un front de colonisation saisonnière dans la région du lac Tchad. Ils y louent des lopins de terre et produisent du haricot de contre-saison qu'ils revendent. La location de la terre se fait auprès du chef de village, qui prête aussi aux locataires du maïs et du mil pour leur alimentation. Le prix du loyer, 100 nairas par corde⁵ et par saison, est alourdi de redevances coutumières équivalentes à un dixième de la récolte. Par la nature des transactions, cette nouvelle migration rappelle les conditions d'accès à la terre dans les plaines mandaras. Toutefois, les récoltes sont assez importantes car, pour une corde, soit un demi-hectare, on peut récolter en moyenne 10 sacs. Le prix de vente moyen d'un sac de haricots sur les marchés nigériens tournait autour de 240 nairas en 1990, soit un gain moyen de 2 400 nairas par corde cultivée qui équivalent à 60 000 F CFA⁶. Il existe une relation de confiance entre le propriétaire et le locataire. Le même propriétaire sera toujours sollicité par les mêmes Mafas pour la location de la terre.

En territoire camerounais, l'activité des migrants est surtout remarquable dans l'agriculture de contre-saison (jardins maraîchers et champ de *muskuwaari*), qui correspond à la période de morte-saison dans la montagne. Les destinations sont multiples et se diversifient de plus en plus. Toutefois, les migrants originaires des massifs de Oupay, Moudoukoua, Douval et Mandoussa descendent travailler dans la plaine pendant la saison des pluies. Ils prêtent main-forte aux cultivateurs mandaras et à quelques non-musulmans riches, pour des salaires assez substantiels. Les rétributions sont fixées à l'avance pour chaque phase de travail et les taux sont valables partout sur la plaine

⁵ Unité de mesure vulgarisée par les sociétés de développement. Elle vaut un demi-hectare.

⁶ Cette somme est calculée pour un taux moyen de 40 nairas pour 1 000 F CFA.

de Koza-Mora. Pour le premier sarclage, un quart d'hectare est payé 3 000 F CFA en 1989, 2 500 un an plus tard. Pour le second sarclage, la même superficie est rétribuée 2 000 F CFA. Dans les champs de coton, le semis d'une demi-corde rapporte 1 000 F CFA, la récolte 4 000. Pendant la saison sèche, ces montagnards reviennent dans la plaine pour la mise en place des casiers des jardins maraîchers, la construction des maisons, la réparation des clôtures et des toits. La construction d'une maison de deux pièces se négocie à 16 000 F CFA. Les travaux de réfection sont rémunérés 10 000 F CFA pour clôturer un saré⁷ moyen, 5 000 pour une toiture.

Pour la culture maraîchère, la mise en place des carreaux est payée à l'unité, soit 10 F CFA par carreau⁸ de 2 mètres de côté. Pour le sarclage de 100 carreaux, le salaire est de 1 500 F CFA et de 250 F pour récolter les oignons de 7 h à 12 h. Avec la saturation des possibilités offertes par les plaines proches, les migrants ont commencé à s'éloigner des massifs ; ils démarchent dans les campagnes du Diamaré (Maroua, Katoual, Gazawa, Dargala et Bogo), où ils entrent en concurrence avec les Mofous dans la mise en place des champs de *muskuwaari*. Une répartition des tâches agricoles entre les différentes ethnies semble exister. Elle serait plutôt due au fait que les phases de l'activité ne s'enchaînent pas toujours. Les migrants répugnent à attendre sur place une nouvelle phase de travaux. Dans les champs de *muskuwaari*, ce partage paraît être institutionnalisé. Les Massas et les Musey sont spécialisés dans la trouaison et le repiquage. Une fois l'opération terminée, ils décrochent rapidement pour se rendre sur la Bénoué où la culture du *muskuwaari* est décalée par rapport au Diamaré. Les phases d'entretien sont alors prises en charge par les Mofous et, plus récemment, par les Mafas dont les contingents se renforcent. La récolte est jusqu'ici un domaine réservé aux Mofous. Le mode de paiement, en nature, intéresse très peu les Mafas, qui ne veulent pas s'embarrasser des problèmes posés par la revente des sacs de mil.

La nature même des travaux agricoles, leur rythme, la concurrence des autres ethnies et le nombre sans cesse croissant de demandeurs d'emplois ont considérablement entamé leur rentabilité. Du fait, les Mafas ont cherché d'autres débouchés comme, depuis 1989, la migration vers les campements de pêche du Logone et Chari ; mais surtout s'est renforcée la migration vers les villes dont les possibilités d'embauche sont plus importantes et moins limitées dans le temps. Par ailleurs, la fréquence des migrations vers les centres urbains a

⁷ Concession peule.

⁸ Les jardins maraîchers se présentent sous forme de damiers dont les carreaux mesurent à l'origine 2 mètres de côté.

augmenté au cours de la décennie quatre-vingt, car les rafles des vagabonds et des sans-emploi ont cessé en 1977. Elles sont devenues ponctuelles et n'interviennent que dans des cas précis (BOUTRAIS, 1987)⁹.

Les centres urbains

Les Mafas sollicitent de plus en plus le marché de l'emploi des centres urbains. Celui-ci se diversifie avec l'évolution démographique, les changements de niveau de vie et, surtout, les facilités de déplacement qu'offre l'amélioration du réseau de transport. Ces migrations sont signalées dès le début des années soixante et sont dirigées d'abord vers les villes proches, Mokolo, Maroua et Garoua (PODLEWSKI, 1961 : 81). Les Mafas sont également attirés très tôt par les centres urbains du Nord Nigeria, en l'occurrence, Madagali, Mubi et Maiduguri. Les migrants y vendaient, à l'origine, essentiellement de l'herbe fraîche pour l'élevage intra-urbain ; ils travaillaient comme domestiques chez les Foulbés et les fonctionnaires ou, comme marmitous, dans les établissements publics du Nigeria. Les tâches auxquelles se livrent habituellement les saisonniers mafas se sont diversifiées depuis lors. Dans la ville de Maroua, ils ont progressivement entamé le monopole des Mofous dans la construction des cases et se sont spécialisés dans le portage de l'eau, le creusage et le récurage des puits ainsi que dans des prestations diverses dans les gargotes ou « circuits ». À Garoua, ils ont étendu leurs activités à la distribution du bois de chauffe, qu'ils vont couper à la périphérie de la ville, et aussi à celle de l'eau (SIMEU-KAMDEM, 1989). La diversification des activités s'est accompagnée de l'extension des aires de migration vers Ngaoundéré, Yaoundé, et même Douala. Dans ces villes méridionales, les activités de migrants tournent autour de la gare. Ils sont porteurs et manutentionnaires journaliers. Dans les grandes villes, la plupart des Mafas travaillent comme portefaix, « pousseurs » dans les marchés, gardiens de nuit, domestiques ou comme vendeurs dans les magasins de certains des leurs qui ont pignon sur rue. Cette dernière occupation est surtout le monopole des Mofous, plus scolarisés et dont les réseaux sont mieux établis à Douala comme à Yaoundé. Les Mafas occupent les emplois les moins rémunérés, car il s'agit des migrants les plus récents.

⁹ BOUTRAIS signale des actions de refoulement des migrants au cours des premières années soixante. Ces rafles ont continué à sévir jusqu'après 1985 ; date à laquelle les profonds changements dans l'administration des unités du nord ont relégué les rafles au second plan. Cette accalmie a contribué à l'augmentation des migrations vers les villes.

Depuis 1986, les Mafas, Muktéls, Podokwos, et certains non-islamisés de la plaine du Diamaré (Guizigas, Massas et autres), ont trouvé un nouveau créneau, celui d'intermédiaires dans le trafic de marchandises entre le Cameroun et le Nigeria, à Amchide-Banki. On y dénombre 400 montagnards, en majorité des jeunes déscolarisés qui se livrent à diverses activités plus ou moins lucratives. Les Mafas, dans ce contexte, occupent les emplois traditionnels dans la vente de l'eau et l'exploitation des jardins maraîchers. Les plus scolarisés servent d'intermédiaires aux nombreux fonctionnaires de Maroua et des villes voisines dans leurs achats à Banki. Leur connaissance du français, du haoussa, du foulfouldé et du kanouri fait d'eux des *go between* obligés¹⁰. En outre, les jours de grande affluence, ils rabattent aussi des clients pour de nombreux commerçants venus de Maïduguri (ils ont une prime de 500 F CFA par client dont les achats dépassent 20 000 F). Les gains sont alors compris entre 1 500 et 2 000 F CFA par jour. Les mêmes intermédiaires gardent et lavent les voitures.

Les emplois suivent une certaine spécialisation selon l'âge. Les migrants de moins de 16 ans se retrouvent dans la vente du fourrage. Ils occupent aussi les emplois de domestiques et de garçons de gargote. Depuis 1989, ils partagent avec les Mofous de leur âge la vente de sucettes, de jus de citron pressé coupé d'eau et additionné de sucre ou « anti-crise »¹¹, et de morceaux de glace qu'ils transportent dans des glacières à l'aide d'une brouette. Le côté ludique de cette initiation à la ville l'emporte sur la rentabilité de leurs activités.

La migration : les modes d'emplois mafas

En ville ou en campagne, les migrants vivent dans des familles hôtes musulmanes. Toutefois, les conditions d'accueil dans les villes du Cameroun diffèrent de celles du Nigeria, sur le plan de l'alimentation. Au Cameroun, ils vivent chez les grands commerçants peuls (*alhadji*), qu'ils appellent « patron » ou « tuteur ». Si l'accueil y est gratuit, les migrants sont tacitement tenus à certaines prestations qui varient avec la nature de leur activité et l'humeur des hôtes. S'ils vendent de l'eau, ils donnent deux voyages quotidiens au ménage-hôte, aident les femmes à faire leurs courses et surtout recrutent de la main-d'œuvre pour la récolte du *muskuwaari* des « patrons ». Dans le saré de l'*alhadji*, les migrants occupent le *jawleru*¹², et font office en même

¹⁰ Assez souvent, ils sont chassés des boutiques par les commerçants que leur action gêne. Les plus intelligents de ces derniers achètent leur silence, et ils sont payés deux fois.

¹¹ Ainsi appelé à cause de son prix modique. Une mesure de 33 cl pour 25 F CFA.

¹² Case vestibule, qui ouvre nécessairement tout saré peul.

temps de gardiens de nuit. Ils sont plus ou moins nourris gratuitement des restes du repas de la famille. Parfois, des femmes âgées, vivant seules, viennent leur donner à manger sur leur lieu de travail¹³. Dans la journée, ils se nourrissent de beignets et d'arachides grillées achetées sur place. Au Nigeria, les migrants achètent leur nourriture, qui est jugée d'un coût élevé.

Les migrants mafas ont peu de loisirs. Le soir, ils vont parfois boire quelques calebasses de bière de mil. Les autres migrants, surtout ceux originaires du Tchad, ont une organisation et un mode de fonctionnement différents. On retrouve chez eux les mêmes contraintes que connaissent les Mafas en terre nigériane. Ils sont obligés de louer leur maison et s'associent pour minimiser les coûts. Ils n'ont pas, en revanche, le même comportement quant à la ville et ses plaisirs...

Malgré ces relatifs avantages sur le plan du logement et de l'alimentation, la vie des Mafas en ville n'est guère enviable. Ils exécutent les travaux les plus pénibles et sont souvent traités avec peu d'égards, surtout dans les « circuits » des tenancières originaires du sud du pays. Ils subissent régulièrement des vexations de la part des hôtes et de tous ceux à qui ils rendent des services¹⁴. Pour résister à un tel traitement, ils jouent la carte de la docilité, ce qui n'est pas le cas des Tchadiens¹⁵.

Semi-paria en ville, le Mafa entend être rétabli dans ses droits lorsqu'il retourne dans sa montagne. Il y devient alors très sourcilieux. Leurs massifs apparaissent de plus en plus comme des isolats, qui échappent totalement au contrôle de l'administration.

Des salaires de gagne-petit

La mobilité professionnelle des saisonniers rend malaisé un bilan des gains. Les salaires journaliers varient entre les différentes « professions ». Les vendeurs de fourrage occupent le bas de l'échelle des gains avec 200 F CFA par jour qui correspondent aux 4 à 5 tours quotidiens dans les environs de la ville pour chercher l'herbe. Ils partagent cette classe avec les domestiques et les garçons de circuit, dont les salaires mensuels ne dépassent pas 5 000 F. La seconde classe

¹³ Les adolescents sont les mieux lotis en matière d'alimentation. Ils mangent les restes des clients dans les « circuits ». Cela justifie leur présence dans ces lieux où ils sont maltraités.

¹⁴ On signale cette année, dans les villages autour de la ville de Maroua des comportements inhabituels des musulmans vis-à-vis des saisonniers. Ils seraient chassés des villages s'ils ne jeûnaient pas pendant le Ramadan.

¹⁵ Cette situation justifie en partie l'attitude des Foulbés vis-à-vis des premiers au détriment des seconds.

de salaires est occupée par les « pousseurs » qui louent le pousse-pousse 200 F CFA par jour et qui réussissent un « chiffre d'affaires » de 600 F au minimum. Puis viennent les vendeurs d'eau dont les gains journaliers oscillent entre 600 et 1 000 F CFA (IYEBI-MANDJEK, 1990). Le total des sommes collectées dans ces catégories dépasse difficilement 19 000 F par mois mais la mobilité d'emploi des migrants les amène parfois à doubler ces sommes, du moins pour ceux qui travaillent à Maroua. Ils commencent par la vente de l'herbe, passent à l'eau et, quand ils ont un vide dans leur calendrier, reviennent à la vente de l'herbe. Lorsque l'occasion se présente, ils aident à monter un mur, à creuser une latrine ou un puits, pour des sommes beaucoup plus importantes. Cette instabilité dans l'emploi, les propriétaires de branchements qui vendent l'eau s'en plaignent. En trois mois de séjour en ville, le migrant amasse rarement une somme d'argent supérieure à 50 000 F CFA. Avant 1986, les sommes glanées étaient rapidement réunies et le migrant pouvait repartir chez lui. Depuis la crise économique, la rareté du numéraire est compensée par un rallongement du temps de présence dans la migration.

L'utilisation des sommes gagnées

L'utilisation des gains reste fonction de l'origine et de l'âge du migrant. Pour les adolescents, l'argent gagné est remis à la mère qui commence à constituer un élevage de caprins pour l'enfant. Ce capital sera utilisé quand il devra se marier. Pour les adultes, l'achat des effets vestimentaires de la famille et, surtout, ceux des femmes, occupe le premier poste de dépense. Les actions de « civilisation » dont les Mafas ont été les cibles de la part de l'administration ont eu pour conséquence de déstabiliser leur vie conjugale. La fréquence des divorces s'est accrue et les jeunes, pour sauvegarder la stabilité de leur foyer, sont obligés d'acheter régulièrement des pagnes à leurs femmes. Généralement, les différentes fêtes qui ponctuent la vie de chacune des communautés, chrétienne, païenne ou musulmane, sont autant d'occasions pour réclamer des pagnes. Ces exigences des femmes de la montagne, que l'on retrouve chez les Guizigas des environs de Maroua (PONTIÉ, 1979), sont copiées sur le modèle des femmes foubés, mais avec quelques exagérations. Elles constituent l'un des motifs qui poussent les jeunes à la migration chaque année. Le second poste de dépense est affecté à la location des terres de culture et concerne les Mafas qui viennent des piémonts ou de la plaine de Koza.

Pendant leur séjour en ville, les migrants envoient chaque semaine chez eux un peu de pétrole, du savon, du sel et surtout du poisson pour les sauces. Certains font parvenir de l'argent que les femmes

utilisent pour brasser et vendre la bière de mil, ou pour compléter la ration alimentaire.

L'utilisation d'une partie de cet argent demeure secrète ; le migrant alimente en fait une cagnotte qui lui servira quand il ne pourra plus « voyager »¹⁶. Pour éviter que sa femme ne l'incite à dépenser cet argent, il en cache l'existence.

La plupart des Mafas essaient de faire fructifier l'argent ainsi gagné en devenant « tablier » (propriétaire d'une table : petit étalage de marchandises). Les moyens de s'enrichir dans la montagne ne sont pas variés. Ceux qui vivent actuellement dans une certaine opulence se sont enrichis dans le commerce des plantes à parfum (*Croton zambesicus*) vers Kousseri (SEIGNOBOS, 1983 : 54), de la patate ou de la friperie. Avant d'en arriver là, ils sont passés par la vente du bétail. Les Mafas « tabliers », ou ceux qui vendent du pétrole, doivent faire face au problème majeur des mécanismes de commercialisation dans leur société. Les ménages suffisamment riches pour payer sur le champ leurs consommations sont rares. Ils procèdent par emprunts et les remboursements se font attendre. Dans le village de Magoumaz, on a enregistré des débiteurs qui devaient de l'argent depuis cinq ans et même plus sans que le créancier ne leur réclame et, surtout, sans que cela dégénère en conflit. Cette attitude limite forcément la volonté de négoce.

LES CONSÉQUENCES DE LA MIGRATION SAISONNIÈRE DANS LES MILIEUX D'ORIGINE DES POPULATIONS ET DANS LES VILLES ET CAMPAGNES-HÔTES

Dans les campagnes d'accueil, les Mafas et autres montagnards ont favorisé le développement de nombreuses activités agricoles. Sans main-d'œuvre montagnarde, le développement de la culture du *muskuwaari* ne serait pas ce qu'il est ; sans cette production qui autorise la culture cotonnière, il y aurait moins de coton et par conséquent moins de revenus. Les villages musulmans de la plaine et même les villes, comme Maroua et Garoua, ont vu émerger grâce à cette main-d'œuvre une classe d'entrepreneurs agricoles. Cela est évident dans la production du *muskuwaari* dont la complémentarité avec le calendrier agricole des montagnards constitue un atout. Par ailleurs, la révolution de l'agriculture maraîchère leur doit beaucoup. Dans les villes, ils offrent des services qui pallient les faiblesses d'une

¹⁶ Terme utilisé par les Mafas pour désigner la migration saisonnière.

urbanisation dont les infrastructures ne tiennent pas toujours compte du niveau de revenus des citadins.

Le migrant, en contact avec plusieurs langues en maîtrisera certaines et n'en retiendra pour d'autres que le minimum nécessaire pour communiquer avec ses employeurs. De manière inattendue, les déplacements de population ont fait remonter vers le nord la zone d'expression du foulfouldé. Les études antérieures attestaient qu'au-delà du mayo Mangafe le foulfouldé cédait le pas au mandara, au kanouri et à l'arabe suwa. De plus en plus, on trouve dans les montagnes autour de Mora des personnes qui s'expriment en foulfouldé.

Dans les montagnes, les conséquences les plus évidentes sont d'ordre familial, économique, voire politique. Sur le plan familial, les migrations accélèrent l'émancipation des jeunes et exacerbent les conflits de génération. Dès l'âge de douze ans, seuls ou accompagnés d'un proche, les enfants descendent en ville, où ils se livrent à toute une série de petits métiers. La première sortie est considérée comme un déplacement d'apprentissage. La deuxième rapporte de quoi amorcer la constitution d'un petit cheptel. Lorsque le déplacement a été lucratif, le jeune achète un pagne à sa mère et participe aussi au financement du ménage de son père. C'est en fait cette participation qui lui assure son indépendance effective par rapport à ce dernier. Avant son mariage, qui se situe vers dix-huit ans, le jeune migrant fait ainsi une sorte de compagnonnage et se constitue son propre réseau.

Ces déplacements sont mal perçus par la majorité des pères des enfants qui y voient un déficit de la main-d'œuvre, nécessaire à la production de la subsistance. On le ressent d'ailleurs dans l'entretien des terrasses, de plus en plus délaissées dans certains endroits de la montagne. Ces absences, dont la durée de plus en plus longue institue un phénomène de double résidence, sont d'autant plus mal perçues par les adultes qu'elles laissent planer dans chaque famille le spectre d'un départ définitif, avec pour corollaire l'islamisation et l'aliénation. D'un autre point de vue, les jeunes y voient le moyen d'échapper aux travaux domestiques et à l'autorité pesante des parents. Cette dernière conséquence se rapproche des phénomènes étudiés chez les Guizigas (PONTIÉ, 1979).

Sur le plan économique, on assiste dans la montagne à l'introduction de nouvelles cultures comme celle de la canne à sucre, qui jusqu'ici y était inconnue, mais aussi de l'ail, de nouveaux taros, voire du macabo et aussi de certaines variétés de sorgho.

D'un point de vue politique, la migration effarouche les montagnards qui, rentrés chez eux, instaurent un climat d'insécurité pour les non-résidents. Elle exacerbe l'opposition contre les musulmans.

La migration saisonnière est un moyen que les populations des montagnes densément peuplées utilisent pour obtenir de l'argent et rester dans leur environnement où elles se sentent plus en sécurité. Les jeunes, en attendant que les parents leur cèdent une parcelle pour travailler, utilisent les possibilités offertes par ces migrations pour survivre dans la montagne. Les migrations ont donc fait reculer considérablement le seuil critique de surpopulation et elles ont fait la démonstration d'une volonté de vivre en montagne, que les administrateurs et les différents programmes dits « de développement » devraient prendre en compte. Elle tend à instituer le phénomène de double résidence chez les Mafas et permet, grâce à un ensemble de petits métiers, une « démocratisation » des avantages de l'urbanisation.

BIBLIOGRAPHIE

- BEAUVILAIN (A.), 1989 — *Nord Cameroun : crises et peuplement*, thèse de doctorat d'État, Paris, université de Nanterre, *multigr.*
- BOULET (J.), 1971 — *Magoumaz, étude d'un terroir de montagne en pays Mafa*, Yaoundé, Orstom, *multigr.*
- BOUTHOU (G.), 1971 — *La surpopulation : l'inflation démographique*, Paris, Payot.
- BOUTRAIS (J.), 1973 — *La colonisation des plaines par les montagnards au Nord Cameroun (monts Mandara)*, Paris, Orstom, coll. *Travaux et documents*, n° 24.
- BOUTRAIS (J.), 1976 — *Compétition foncière et développement au nord du Cameroun : La plaine de Mora*, Yaoundé, Orstom/Onarest ISH.
- BOUTRAIS (J.), 1987 — *Mbozo-Wazan, Peul et montagnards au nord du Cameroun*, Paris, Orstom, coll. *Asas*, n° 22.
- BOUTRAIS (J) *et al.*, 1984 — *Le Nord Cameroun, des hommes, une région*, Paris, Orstom, coll. *Mémoires*, n° 102.
- BRÉGEOT (G.), 1991 — *Étude économique du système foncier chez les Mafa du Nord Cameroun*, diplôme approfondi d'agronomie et diplôme d'études approfondies, Ensam/université de Montpellier-I, *multigr.*
- GUBRY (P.), 1988 — *Rétention de la population et développement en milieu rural : à l'écoute des paysans mafa des monts Mandara (Cameroun)*, *Les dossiers du Ceped*, n° 5.
- HALLAIRE (A.), 1965 — *Les monts Mandara au nord de Mokolo et la plaine de Mora. Étude géographique régionale*, Orstom-Ircam, centre de Yaoundé SH n° 20, *multigr.*
- HALLAIRE (A.), 1991 — *Paysans montagnards du Nord Cameroun : les monts Mandara*, Paris, Orstom, coll. *à travers champs*.
- IYEBI-MANDJEK (O.), 1990 — *La distribution de l'eau potable à Maroua et les petits métiers correspondants*, *multigr.*
- IYEBI-MANDJEK (O.) et SEIGNOBOS (Ch.), 1991 — *Le terroir de Wuro Labbo*, rapport de la convention ISH, Mission d'études et d'aménagement de la vallée supérieure de la Bénoué (MEAVSB Nord-Est Bénoué), *multigr.*

- LAVERGNE (G.), 1948 — *Une peuplade du Haut Cameroun : les Matakam*, Paris, Servant-Crouzet.
- MARTIN (J. Y.), 1967 — *Études des zones d'accueil dans quatre cantons au nord de Mokolo*, Yaoundé, centre Orstom, *multigr.*
- MARTIN (J. Y.), 1970 — *Les Matakam du Cameroun. Essai sur la dynamique d'une société préindustrielle*, Paris, Orstom, coll. *Mémoires*, n° 41.
- PABA SALE (M.), 1980 — *Maroua, aspects de la croissance d'une ville du Nord Cameroun (des années cinquante à nos jours)*, thèse de doctorat 3^e cycle, université de Bordeaux, *multigr.*
- PODLEWSKI (A.-M.), 1961 — Enquêtes sur l'émigration des Mafa hors du pays matakam, *Recherches et Études camerounaises*, n° 5 : 73-96.
- PODLEWSKI (A.-M.), 1966 — La dynamique des principales populations du Nord Cameroun (entre Bénoué et lac Tchad), *Cah. Orstom, Sér. Sci. Hum.*, vol. III (4).
- PONTIÉ (G.), 1979 — La contestation par la migration (le cas des Guiziga du Nord Cameroun), *Cah. Orstom, Sér. Sci. Hum.* vol. XVI, n° 1-2 : 111-128.
- SEGALEN (P.) et VALLERIE (M.) — *Carte pédologique du Nord Cameroun, 1/100000 feuille de Mokolo*, Yaoundé, Ircam, *multigr.*
- SEIGNOBOS (Ch.), 1983 — Un commerce méconnu du Nord Cameroun : *Croton zambesicus*, une plante à parfum des sommets des monts Mandara, *Revue de géographie du Cameroun*, vol. IV (1).
- SEIGNOBOS (Ch.), 1988 — Chronique d'une culture conquérante : le taro (Tchad méridional et Nord Cameroun), *Cah. Orstom, Sér. Sci. Hum.*, XXIV (2) : 288-302.
- SIMEU-KAMDEM (M.), 1989 — *Kleingewerbliche Vermarktung von Trinkwasser. Die Meiroua von Garoua (Kamerun)*, *Zeitschrift für Wirtschaftsgeographie* jg 33 heft 4 p. 227-231 Frankfurt/Main.

ANNEXE

Quelques biographies de saisonniers

Mawa, né vers 1957 à Magoumaz

« J'ai commencé le travail saisonnier en 1973 par la ville de Garoua. J'y ai été emmené par un aîné âgé de vingt ans, qui connaissait déjà cette ville. Il était marié et avait déjà trois enfants. A Garoua, je dormais avec lui, et c'est lui qui m'a trouvé mon premier travail. Je coupais de l'herbe pour les éleveurs et je gagnais 125 à 150 F par jour. J'y ai passé un an et j'ai ramené 7000 F que j'ai donnés à mon oncle. La deuxième année, je suis retourné à Garoua pour faire le même travail et j'ai rapporté 12000 F. pour un an de séjour, que j'ai confiés à mon oncle. Pour le troisième départ, j'ai choisi d'aller à Maroua avec des amis. Je dormais avec eux chez leur " tuteur ". J'y ai passé trois mois et j'ai travaillé avec un pousse-pousse que je louais 150 F par jour. J'ai pu ramener à la montagne 17000 F que j'ai toujours donnés à mon oncle. Le quatrième départ, je me suis dirigé à Maroua pour un mois, j'ai fabriqué des briques et j'ai eu 20000 F. Après, je suis descendu à Garoua où j'ai passé trois mois dans la construction pour une somme globale de 30000 F. Les premiers qui partent de la montagne envoient des informations au village sur l'état du marché de l'emploi. Le gros du contingent s'oriente en fonction de ces informations.

« La cinquième année, je suis allé travailler au Nigeria, à Mitchika, dans les champs de canne à sucre pour un salaire de 2 naïras par jour. Pendant trois semaines, j'ai sarclé, coupé les cannes et bouturé le nouveau champ. Je suis revenu avec 20 naïras. Comme à Maroua et Garoua, j'habitais chez un " tuteur ".

« Je me suis marié en 1984 ; mon oncle m'avait trouvé une femme, mais c'est lui-même qui a payé la dot. À partir de 1980, j'ai commencé à me constituer une épargne. Je donnais un quart des sommes à mon oncle et je confiais le reste à ma sœur aînée. À partir de mon mariage, je ne suis pas allé plus loin que Mokolo. J'y aide à construire des maisons et je gagne 15000 F par semaine en fabriquant des parpaings pour des entrepreneurs. Quand je suis en ville, j'envoie 2000 F par mois à ma femme pour du sel, du savon et du poisson. »

(Mawa parle haoussa, foulfouldé et higuï).

Degoele de Chigoulé

« J'ai commencé la migration en 1973, à vingt ans, par Mokolo. J'ai suivi les anciens, mais j'habitais chez mon oncle. je vendais les beignets de sa femme pour 150 F par mois. Après trois mois de séjour, je suis rentré avec 150 F que j'ai donnés à mon père. Pour mon deuxième séjour, j'ai encore été à Mokolo, chez mon oncle. Puis j'ai été embauché comme blanchisseur chez un gendarme pour 1500 F par mois. Ce travail m'a été trouvé par le fils de mon oncle. J'habitais et je mangeais chez le gendarme. Au bout de

dix-huit mois, mon père a feint d'être malade et je suis rentré avec 30 000 F que je lui ai donnés. L'année d'après, je me suis marié et c'est mon père qui a payé la dot. Deux semaines plus tard, ma femme a fui et quelques temps après, mon père est mort et j'ai cessé d'aller un temps travailler en ville. En 1982, je suis reparti trois mois à Garoua, j'habitais chez mon beau-frère. Je travaillais avec le pousse-pousse et j'ai gagné 30 000 F. J'ai acheté des vêtements et j'ai rapporté 20 000 qui m'ont servi à doter une seconde femme. En 1982, je suis allé au Nigeria, à Baza, avec ma femme pour un an. Pendant sept mois j'ai tourné le mortier pour une entreprise de travaux publics. J'avais 75 naïras toutes les deux semaines et je suis rentré avec 70 000 F et deux sacs de mil. Depuis ce temps je ne suis plus parti. Je peux gagner 50 000 F par an pour le crépissage des maisons du village et des environs. »

(Degoele parle foulfouldé, haoussa et higuï).

Souray, 59 ans, Magoumaz

« Pour mon premier départ, j'ai suivi le représentant de Magoumaz à Mokolo où je vendais les taros pour lui. J'ai passé trois ans avec lui et il me donnait des vêtements en guise de paiement. Après ces trois ans, je suis allé aider mon père pendant un an, puis je suis allé une semaine à Madagali au Nigeria¹⁷. Je travaillais dans les champs de sorgho et d'arachides et j'ai eu 10,5 shillings. J'ai acheté un *gabak* (bande de 50 cm de large faite avec du coton traditionnel), que j'ai revendu 300 F. Avec cet argent, j'ai acheté une chèvre à 150 F. Le reste est allé à l'impôt et à une cotisation que mes amis et moi avions montée pour avoir suffisamment d'argent et doter les femmes. Lorsque la future belle-mère brassait la bière de mil, nous avions coutume, pour jouer les importants, d'acheter toute sa production. Pour le voyage suivant, je suis allé deux semaines à Djiméta au Nigeria. Je suis parti avec des amis, après le premier binage. Je vendais l'herbe fraîche que nous allions couper dans les marécages qui servaient de dépotoir et de latrines aux prisonniers. Quand nous sortions de ces marécages nous étions couverts de sangues et de gros vers. Les *Igbos* (*Nyamri*) venaient acheter ces sangues gorgées de notre sang. Nous gagnions 20 naïras par jour. J'ai pu totaliser 48 000 F et j'ai acheté un bœuf. Pour le quatrième voyage, j'ai passé 22 jours à Maroua avec un Européen et j'ai eu 9 000 F. J'ai acheté un bœuf que j'ai revendu pour sept chèvres et 5 000 F. »

Nguila, né en 1961

« Mon premier voyage, je l'ai effectué à Mokolo. J'y ai passé deux mois à vendre de l'herbe, pour 20 F par jour. J'habitais chez un ami de mon père. Après mon temps de séjour, je n'ai rapporté que des bonbons (un paquet), du sel à 10 F et 10 F de tourteaux d'arachides. Mon père n'était pas content de mon départ et il l'a manifesté. Après cette expérience, je suis resté trois ans au village. Je gardais les chèvres de mon père en vendant mes bonbons et j'aidais aux travaux des champs. À la quatrième année, je suis parti un mois à Madagali après le deuxième binage. Je travaillais dans les champs de sorgho pour 5 shillings par jour. J'ai tout dépensé en friandises et c'est ma

¹⁷ Ce départ a eu lieu pendant la saison des pluies avant le premier binage, ce qui explique sa brièveté.

mère qui est venue me chercher et qui m'a acheté des vêtements pour que je n'ai pas honte au village. J'ai encore passé deux ans au village à vendre des bonbons et du poisson que je pêchais dans l'étang du coin. Mon commerce de bonbons m'a permis d'acheter un mouton à l'insu de mes parents : je l'ai caché chez mon frère aîné. Au troisième voyage, je suis allé à Michika avec des amis qui m'hébergeaient chez leurs "tuteurs". J'y ai passé deux mois à faire des briques de terre pour 80 naïras en tout. Je mangeais du tourteau d'arachides et de la bouillie de mil pour 1,5 shillings par jour. Les 80 naïras m'ont donné 15 000 F CFA et mon ami les a dépensés et ne me les a jamais rendus. Au quatrième voyage, je suis allé à Yola avec mon frère aîné pour un mois. Je coupais et vendais l'herbe pour 5 naïras par jour. J'ai eu 30 000 F et j'ai acheté des marchandises pour monter une table. Au bout de deux ans, mon commerce est tombé car les gens prenaient des crédits et ne remboursaient pas. En 1985, je me suis marié. Mon père a donné cinq chèvres pour la dot et moi 40 000 F en quatre mensualités. En 1986, je suis allé quarante-cinq jours à Garoua avec mon frère. Je faisais le "pousse" et j'ai reçu 40 000 F. Je louais le pousse 200 F par jour et je gagnais entre 1 000 et 2 500 F par jour de travail. J'ai acheté deux pagnes, un pour ma femme, qui avait déjà fui et un pour ma mère. J'ai aussi acheté deux chèvres qui ont été volées par la suite. En 1987, je suis retourné à Garoua seul pour sept mois et pour le même travail. J'ai gagné 150 000 F. J'ai acheté deux bœufs à 40 000 F l'un et avec le reste de la somme, je me suis remarié. En 1988, je suis allé à Yaoundé pour cinq mois et je "poussais". J'habitais chez des amis, Mafas émigrés qui louaient une chambre à 7 500 F. Nous étions cinq et chacun devait participer aux frais de loyer à concurrence de 1 500 F par mois. Je mangeais pour 500 F par jour dans les gargottes et je buvais quatre bouteilles de bière de la marque "33" par jour, trois dans la journée et une le soir. Je louais le pousse à une femme *foulbé* du quartier Briqueterie à Yaoundé à 300 F par jour. Mes dépenses s'élevaient entre 1 500 et 2 000 F par jour. J'épargnais 1 000 F au moins tous les jours. J'ai ramené 150 000 F, j'ai pu tôler ma maison. En 1989, je suis reparti à Yaoundé. J'ai "poussé" un mois et les deux autres mois, j'ai été le vendeur d'un commerçant de Gazawa. J'ai pu rapporter 80 000 F. »

Bourha, 50 ans, *Sarki sanu* de Magoumaz

« Pour mon premier voyage, je devais avoir 15 ans environ. J'ai été, en compagnie de mon frère aîné à Madagali (Nigeria), dans les champs de canne à sucre, au moment du sarclage. J'y ai passé une semaine et j'ai rapporté 300 F, que mon père a utilisés pour acheter du fer de houe. Pour le deuxième voyage, j'ai été réquisitionné pour travailler dans les champs du chef de canton, pendant cinq jours. Nous étions tous habillés en peaux de mouton. Je suis revenu au village où j'ai séjourné deux mois et je suis reparti pour cinq jours à Mokolo chez un notable du lamido toujours dans le cadre des prestations hebdomadaires dues aux chefs. Au retour des champs, je vendais du fourrage ; mes gains se sont élevés à 100 F. J'ai acheté une poule à ma mère. Je me suis rendu compte que la vente du fourrage rapportait beaucoup. Je suis retourné pour quinze jours à Mokolo et j'ai gagné 1 000 F. J'ai donné 200 F à mon père, 100 à ma mère et avec 700 F j'ai acheté une chèvre. Je ne me suis pas déplacé pendant trois ans. Après cette pause, je me suis engagé à la commune comme cantonnier, pour trois mois. Mes gains ont atteint 17 000 F. J'ai vendu toutes mes chèvres et je suis allé acheter deux vaches à Gazawa. Elles m'ont coûté 30 000 F. Une est morte en cours de route, et j'ai échangé l'autre contre six chèvres que je suis allé vendre à Mokolo. Elles m'ont rapporté 20 000 F que j'ai utilisés pour me marier. Pour

payer la dot, mon frère aîné m'a donné une chèvre, mon père deux chèvres et une gandoura. Pour la sortie suivante j'ai été à Garoua avec le fils du chef de Magoumaz. Nous habitons chez un *Alhadji*. Nous vendions du fourrage et nous "poussions". À ce moment le travail des "pousseurs" se limitait à décharger les poissons séchés et à les amener au marché ou à décharger les barges sur le port de Garoua. Les gains atteignaient 600 F par jour pour la vente de l'herbe. Pour réduire la pénibilité du transport sur la tête, certains de nos camarades louaient des pousse-pousse 100 F par jour pour transporter l'herbe. J'ai gagné 30 000 F en tout. J'ai donné 2 000 F à mon père, 2 000 F et une pièce de pagne à ma femme et 1 000 F à ma mère. Avec le reste de la somme je suis allé à Gazawa acheter deux bœufs. Pour la vente des vaches j'ai eu quatre chèvres et 10 000 F pour l'une, sept chèvres et 7 000 F pour l'autre. Les onze chèvres ont rapporté 20 000 F. Je suis reparti à Gazawa acheter des vaches (deux). Au quatrième voyage à Gazawa, j'ai pu acheter trois bœufs que j'ai vendus à Tourou 75 000 F. J'ai racheté quatre bœufs qui m'ont coûté 100 000 F. J'en ai gardé un pour moi et la vente des trois autres à Tourou m'a rapporté 90 000 F. Avec 45 000 F, j'ai acheté de la friperie dont j'ai tiré soixante chèvres. J'en ai vendu 30 à 150 000 F. J'ai acheté vingt-deux sacs d'arachides au moment de la récolte, à 12 000 F le sac et je les ai revendus 22 000 F le sac. Avec cet argent j'ai acheté une charrue et deux bœufs de labour. Je loue mon attelage à 5 000 F la corde. Parallèlement je continue le commerce de la friperie. »